

- Une sécheresse d'une ampleur sans précédent frappe la moitié du pays.
- Elle porte un nouveau coup à une économie déjà fragilisée.
- Et s'ajoute aux défis que le président chinois doit relever à un moment critique pour lui.



Pour Xi Jinping, l'année de tous les dangers

Analyse Philippe Paquet

La pire vague de chaleur que la Chine ait connue, avec des températures parfois voisines des 45°C depuis des semaines, et une sécheresse concomitante qui frappe la moitié du pays et pourrait détruire jusqu'à 20% des récoltes, vont-elles avoir des conséquences non seulement économiques, mais aussi politiques? À l'automne, le Parti communiste chinois convoquera son XX^e Congrès, et son secrétaire général, Xi Jinping, devrait à cette occasion briguer un inhabituel troisième mandat, rompant avec l'usage établi par ses prédécesseurs. Cependant, le bilan de son règne s'assombrit à tel point qu'il est permis de se demander s'il y aura consensus pour trouver qu'il est toujours l'homme providentiel.

Les empereurs de Chine étaient traditionnellement jugés selon deux critères: la défense du territoire national et la prévention des famines (un fléau cyclique autrefois). Xi a répondu à la première préoccupation par des exercices de musculation militaire au large de Taïwan. Quant à la seconde, rien n'annonce encore des temps de disette, ni un retour aux rationnements de l'ère maoïste: la Chine est désormais assez riche pour importer ce qu'elle ne pourra pas produire. L'heure n'en est pas moins grave dans un pays qui souffre déjà structurellement d'un déficit en eau, et où certaines cultures essentielles (riz et soja notamment) nécessitent une irrigation abondante.

La sécheresse a aussi un impact sur l'industrie, en

particulier dans les régions qui dépendent de l'hydroélectricité. C'est le cas dans le sud-ouest de la Chine, où de nombreuses usines ont été fermées et où, comme à Chongqing, les centres commerciaux ne peuvent plus ouvrir qu'en soirée. Le Sichuan, qui tire 80% de son électricité de ses barrages, est durement touché, mais le sont tout autant les provinces qui s'approvisionnent sur son réseau, comme le Jiangsu et le Zhejiang, qui comptent parmi les plus prospères du pays.

Cette calamité frappe une économie qui peinait à se remettre du coup porté par la pandémie, quand bien même la Chine a globalement mieux réussi à amortir le choc que les pays occidentaux. On ne peut pas être l'atelier du monde et sortir indemne d'une contraction des échanges commerciaux. Pékin table désormais sur une croissance de 5% cette année (après les 8% de l'an dernier et les 2% de 2020), mais les experts doutent du réalisme de la prévision.

Une politique du "zéro Covid" qui exaspère

Le pessimisme s'impose d'autant plus que le régime communiste s'accroche envers et contre tout à une politique "zéro Covid" qui a, elle aussi, un coût très lourd. Qu'on songe qu'au printemps, Shanghai, la plus grande ville de Chine et sa capitale économique, a été paralysée pendant deux

mois. Tout le pays souffre à des degrés divers des mises en quarantaine décrétées abruptement au moindre cas suspect, mais, pour les régions qui, comme le Tibet, n'ont pas d'autres ressources que le tourisme, ces décisions sont catastrophiques.

L'Amérique fait toujours rêver, par sa réussite, sa richesse, sa puissance, et non pas la Russie.

La population ressent, sans surprise, de plus en plus mal cette politique, dont le bien-fondé est, par ailleurs, loin d'être démontré scientifiquement. Non seulement les frontières du pays restent fermées, mais la vie quotidienne est aussi devenue un enfer pour la plupart des Chinois, à qui l'on réclame sans cesse des tests et des certificats continuellement mis à jour. Les personnes âgées, qui ne maîtrisent pas toutes les technologies, sont particulièrement vulnérables: le moindre passage dans un magasin peut devenir une épreuve insurmontable.

Une crise de grande ampleur dans l'immobilier

Alors que le reste de la planète a repris une existence normale, les Chinois s'exaspèrent à l'idée que leurs dirigeants s'enfoncent dans cette impasse avec pour unique souci de ne pas perdre la face: changer de cap reviendrait à admettre qu'ils se sont trompés, éventuellement difficilement compatible avec l'inafaillibilité que se prête le Parti communiste. La colère populaire a, toutefois, d'autres raisons de gonfler, à commencer par la crise de grande ampleur qui secoue le secteur de l'immobilier –



Le lac Poyang affecté par la sécheresse. Les calamités climatiques viennent compliquer la tâche du président Xi Jinping à l'approche d'un congrès crucial du Parti communiste.

DDP/COST/STO

secteur qui représente un quart du PIB chinois.

L'endettement est à l'origine de cette crise, qui n'est pas sans précédent (une bulle immobilière avait déjà éclaté dans les années 2000), mais a pris des proportions inédites: endettement des ménages qui veulent acquérir un bien, endettement des promoteurs qui veulent construire toujours plus. Pour juguler le phénomène, les autorités ont resserré l'accès au crédit, mais ont ainsi compliqué davantage les opérations des promoteurs déjà pénalisés par la pandémie, l'inflation et les conséquences de la guerre en Ukraine. Les travaux s'arrêtent sur les chantiers, les immeubles en construction attendent des jours meilleurs, et les clients, qui achètent généralement sur plan, suspendent leurs paiements. Le cercle vicieux est bouclé.

L'Amérique plutôt que la Russie

Cette situation a une résonance sociale considérable parce que l'acquisition d'un logement est la priorité par excellence pour la classe moyenne chinoise – la satisfaction d'un besoin d'autant plus pressant que les Chinois ont vécu, sous le régime maoïste, dans des conditions d'inconfort, de promiscuité, voire d'insalubrité extrêmes. Que cette envie ne puisse plus être rencontrée les pousse à douter de la clairvoyance de leurs dirigeants et de leur capacité à satisfaire les besoins de la population.

La sagacité de la direction communiste est aussi mise en cause dans les choix diplomati-

ques qu'elle fait. Sans doute les jeunes sont-ils bercés par le "rêve chinois" que leur promet Xi Jinping, et enclins à croire la propagande quand elle assure que les États-Unis cherchent avant tout à contrecarrer l'émergence de la Chine. Néanmoins, c'est l'Amérique qui les fait toujours rêver, par sa réussite, sa richesse, sa puissance, et non pas la Russie, qui n'a, de surcroît, jamais cessé de trahir la Chine, depuis les tsars jusqu'à Staline, Khrouchtchev et Brejnev.

Le mauvais choix

Aussi a-t-on du mal à comprendre le soutien de Pékin à Moscou dans le conflit ukrainien. Un choix contraire à l'idéologie du régime communiste (fondée sur la non-ingérence et l'intégrité territoriale), mais surtout contraire aux intérêts économiques du pays. Les échanges de la Chine avec les États-Unis, en 2021, totalisaient 656 milliards de dollars (dont 505 milliards d'exportations!); le commerce avec la Russie a spectaculairement progressé, la même année, mais pour n'atteindre encore que 147 milliards.

Enfin, la position chinoise dans le conflit ukrainien, même drapée dans l'ambiguïté d'une prétendue neutralité (traduite par des abstentions lors des votes de l'Onu), est assimilée à la trahison du partenaire de premier plan que Kiev était pour Pékin jusque-là. Elle ne contribue pas à améliorer l'image de la Chine, déjà considérablement ternie, ces dernières années, par la répression au Xinjiang et à Hong Kong.

La centrale de Zaporijia "déconnectée" du réseau

Ukraine Les inquiétudes sur le bon fonctionnement des réacteurs nucléaires perdurent.

La centrale nucléaire de Zaporijia, la plus grande d'Europe, sous contrôle russe et victime de plusieurs bombardements, est "totalement déconnectée" du réseau après l'endommagement des lignes de communication, a annoncé jeudi l'opérateur ukrainien Energoatom. "Les deux réacteurs de la centrale en fonctionnement ont été déconnectés du réseau. En conséquence, les actions des envahisseurs ont provoqué une déconnexion totale de la centrale nucléaire de Zaporijia du réseau électrique, pour la première fois dans son histoire", a indiqué le groupe d'État Energoatom sur Telegram.

Selon l'opérateur ukrainien, des incendies sur le territoire de la centrale thermique de Zaporijia, située à Enerhodar, à proximité de la centrale nucléaire dans le sud de l'Ukraine, ont provoqué par deux fois la déconnexion de la dernière ligne de communication reliant le site au réseau électrique. "Trois autres lignes de communication avaient été précédemment endommagées lors d'attaques terroristes russes", poursuit Energoatom.

L'approvisionnement en électricité de la centrale nucléaire en elle-même est assuré depuis la centrale thermique d'Enerhodar, selon la même source. "Des opérations sont en cours pour connecter un réacteur au réseau", a-t-elle ajouté.

Échanges d'accusations

L'Ukraine accuse la Russie de stocker des armes lourdes dans la centrale de Zaporijia et de l'utiliser comme base de frappes sur les positions ukrainiennes. Moscou dément de son côté avoir déployé des armes dans la centrale et assure n'y avoir que des unités assurant la sécurité. La Russie accuse en retour les forces ukrainiennes d'avoir mené des frappes au drone sur le site.

L'Onu a appelé à mettre en place une zone démilitarisée autour de la centrale afin de garantir la sécurité du site et permettre une mission d'inspection. La rencontre du chef de l'agence internationale de l'énergie atomique et de l'agence russe à Istanbul, mercredi, n'a été suivie d'aucune annonce.

L'inquiétude perdure donc sur la centrale dans un contexte d'enlèvement des forces armées sur le terrain. Visiblement en manque d'effectifs pour poursuivre son invasion, Vladimir Poutine a signé jeudi un décret augmentant de 10% le nombre de militaires que compte l'armée russe. L'armée devra compter deux millions de membres, dont 1,15 million de soldats, contre 1,9 million, dont un peu plus d'un million de combattants, en 2017, selon ce décret publié par le gouvernement et entrant en vigueur le 1^{er} janvier prochain. (D'après AFP)